

Nous vous servons mieux car nous vous écoutons.

UN MEILLEUR CHOIX POUR UN SERVICE DE MEILLEURE QUALITÉ

UN MEILLEUR CHOIX POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE

EN SAVOIR PLUS



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

PREMIER SEMESTRE 2024

Plus de 700 Milliards FCFA de financements alloués par la BOAD

Page 3

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a octroyé plus de 700 milliards FCFA de financements au cours du premier semestre de cette année, soutenant ainsi les pays de l'UEMOA. Cette information a été révélée par le Président Serge Ekué lors de la 142e session ordinaire du Conseil d'Administration de l'institution, tenue le jeudi 27 juin...



AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES
La charte des TPME désormais en ligne P.4

7ÈME ÉDITION DU FORUM INTERNATIONAL AFRIQUE DÉVELOPPEMENT

Les atouts économiques du Togo mis en avant P.2

FINANCEMENT
L'AFD revendique un portefeuille de projets de 721,55 milliards de FCFA au Cameroun P.6

Voltic
ASSOIFFÉ DE VICTOIRE,
Buvez l'eau minérale naturelle VOLTIC!
CAF 2022
COPPE PANAFRICAIN DES NATIONS
*Ne dites plus un, dites Voltic.

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ÉLÉMENT

FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT, LES FRAIS D'INSTALLATION SONT OFFERTS*

8866 www.canalbox.tg *Sans conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

7ème édition du Forum International Afrique Développement

Les atouts économiques du Togo mis en avant

Représenté par une délégation du ministère de la promotion de l'investissement, le Togo, a brillamment participé au 7ème Forum international Afrique développement qui s'est tenu à Casablanca, au Maroc, les 27 et 28 juin derniers. L'événement, organisé par le Groupe Attijariwafa Bank en partenariat avec le fonds Al Mada, a rassemblé des acteurs clés du secteur de l'investissement en Afrique dans le but de renforcer les échanges et de favoriser le développement économique du continent.

Togo, lors d'un panel axé sur les pays à l'honneur, afin de créer un environnement favorable aux investisseurs locaux et étrangers. La participation du Togo au 7ème Forum international

sa présence et à la présentation de ses réformes économiques, le pays a su attirer l'attention des investisseurs et renforcer sa position en tant que destination d'investissement de choix en Afrique subsaharienne. Cette participation représente une étape cruciale dans la mise en œuvre de la politique de promotion de l'investissement du Togo, visant à dynamiser l'économie, créer des opportunités d'emploi et améliorer la qualité de vie des Togolais.

Le Forum international Afrique développement, lancé en 2010 et s'inscrivant depuis 2015 dans une cadence annuelle, s'est imposé comme la plateforme de référence en faveur du dialogue, de la promotion des investissements et du commerce intra-africain.

Anissatou AFFO

Placé sous le thème : « Ici on investit », le 7ème Forum international Afrique développement qui s'est tenu à Casablanca, au Maroc, les 27 et 28 juin derniers qui a réuni des chefs d'entreprises et des décideurs politiques venus de plus de 100 pays, avait pour objectif de dynamiser les investissements intra-africains et de renforcer les liens économiques continentaux. La présence du Togo à cette importante plateforme internationale confirme le statut émergent du pays en tant que destination d'investissement prometteuse en Afrique subsaharienne. Au cours de ce forum, la délégation togolaise a mis en avant les atouts économiques à travers un stand aux couleurs du pays. Le forum a également été marqué par des rencontres B2G qui ont permis des échanges fructueux entre la



délégation togolaise et des chefs de grandes entreprises intéressés par le Togo. De

plus, la Délégation du MPI a eu l'occasion de présenter les avantages comparatifs du

Afrique développement a été un véritable succès. Grâce à

Protection côtière

Le Togo lance un nouveau projet

La côte togolaise subit une érosion, occasionnant de nombreux dégâts socioéconomiques. Pour faire face au phénomène, les pouvoirs publics prennent des initiatives. La dernière en date est le Projet de protection de la côte togolaise soumise à l'érosion côtière.

Le projet sera exécuté sur une période de 5 ans, il couvre le tronçon Katanga-Gbodjome et permettra de protéger les infrastructures socioéconomiques tout au long de la zone d'intervention.

Plusieurs brise-lames seront construits

Le projet prévoit la construction des brise-lames détachés mais continus sur une distance de 14 km entre le village de Katanga et celui de Gbodjome. Ces brise-lames qui sont des blocs de roches permettront d'atténuer l'impact des vagues et de retenir le sable.

Le projet financé à hauteur de 129 millions d'euros (1

million d'euro de l'État togolais et 128 millions d'euros de la Banque islamique de développement - BID), soit plus de 84 milliards de francs CFA, permettra également la construction d'infrastructures sociales. Par exemple, une école sera construite. Ce qui facilitera la vie aux apprenants de la zone d'intervention.

Les populations de Katanga et de Gbodjome seront soulagées

La construction des brise-lames permettra de freiner l'avancée de la mer, mettant ainsi les riverains en sécurité. Les infrastructures socioéconomiques seront également préservées. Cela favorisera le développement des activités et contribuera à l'amélioration des conditions de vie des habitants de Katanga et Gbodjome.

Le Projet de protection de la côte togolaise soumise à l'érosion côtière vient s'ajouter à un autre projet de protection du littoral qui est en

cours d'exécution. Il s'agit du Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (Waca-Resip).

Ce projet lancé en 2019 et financé par la Banque mondiale puis l'Agence française de développement (AFD) a déjà construit des infrastructures de protection côtière sur la côte togolaise. Il a mis en œuvre 44 sous-projets communautaires, dont 22 sont clôturés à fin décembre 2023, soit 50 %.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Premier semestre 2024

Plus de 700 Milliards FCFA de financements alloués par la BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a octroyé plus de 700 milliards FCFA de financements au cours du premier semestre de cette année, soutenant ainsi les pays de l'UEMOA. Cette information a été révélée par le Président Serge Ekué lors de la 142e session ordinaire du Conseil d'Administration de l'institution, tenue le jeudi 27 juin.

Joël JAY

Selon Serge Ekué, le bilan à mi-parcours des prévisions financières pour l'exercice 2024 montre que la BOAD a débloqué un total de 712,7 milliards de francs CFA de financements globaux au cours des six premiers mois de l'année. Cela représente un taux d'exécution de près de 86% du programme annuel d'activité. «64% des concours ont été octroyés aux

États et 7% aux entreprises publiques», a précisé Ekué. En ce qui concerne la mobilisation de ses ressources, la BOAD maintient son objectif de lever davantage de ressources concessionnelles pour soutenir le développement. Le président de l'institution a souligné que, bien que le bilan à mi-parcours soit «globalement en ligne avec nos objectifs», il est crucial «d'intensifier nos efforts dans la mobilisation des ressources,

notamment concessionnelles, voire pré-concessionnelles, et leur allocation, afin d'apporter à nos États et à nos populations des réponses à la mesure des besoins exprimés et des attentes.» Lors de cette réunion du Conseil d'administration, la BOAD a débloqué 60 milliards FCFA pour le Togo, destinés à soutenir deux projets majeurs : le projet des agro-poles et l'aménagement de la route Tchaasémondé – Gandé



– Agbang. Ces financements s'inscrivent dans un total de 162 milliards FCFA alloués pour de nouvelles facilités destinées aux économies de la zone UEMOA. Cette performance reflète l'engagement continu de la

BOAD à soutenir le développement économique et social des pays membres de l'UEMOA, en ligne avec ses objectifs de financement et de mobilisation de ressources pour l'année 2024

Journée internationale des TPME

La contribution des grandes entreprises au développement des TPME au cœur des échanges

La ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Kayi Mivedor-Sambiani, a présidé le 02 juin 2024 à Lomé, la célébration en différé de la journée internationale des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). C'était en présence des représentants des ministères, des partenaires techniques et financiers tels que la GIZ et le PNUD, des opérateurs économiques, chefs d'entreprises et des directeurs généraux.

Anissatou AFFO

Axée autour du thème « Construire une résilience collective des TPME pour un meilleur accès au financement et aux marchés », cette célébration a été une occasion pour les participants d'échanger sur le financement des entreprises et la contribution des grandes entreprises au développement des TPME afin de les rendre plus compétitives face à la concurrence.

« Les micro et moyennes entreprises constituent le moteur de la création d'emplois, de l'innovation, de la croissance économique et du développement durable. Leur résilience assure à nos économies une meilleure absorption face aux chocs endogènes et exogènes. Chaque journée internationale des TPME offre ainsi l'opportunité de promouvoir des politiques publiques



en faveur de ces entreprises, de partager les expériences et les bonnes pratiques, de renforcer le soutien aux entrepreneurs et de créer des partenariats pour stimuler le développement des TPME à travers le monde. C'est l'occasion de reconnaître le rôle essentiel de ces catégories d'entreprises et de favori-

ser un environnement propice à leur croissance. Ces journées permettent aussi au système des nations unies, aux pouvoirs publics et à la société civile d'organiser des activités de sensibilisation et de remobilisation des ressources en faveur des TPME » a déclaré Kayi Mivedor-Sambiani, ministre du com-

merce, de l'artisanat et de la consommation locale. La ministre en charge du commerce a par ailleurs souligné l'apport de ces entreprises dans le développement économique local, qui, à elles seules couvrent plus de 90% des entre-

prises avec une contribution à la formation du PIB à hauteur de 40% et 60% en termes de création d'emplois. 75% des emplois dans le secteur privé sont créés par l'ensemble des TPME au Togo qui constituent également un cadre de formation pour les jeunes et les femmes.

Au regard de la contribution de cette frange du secteur privé au développement socioéconomique et durable de notre pays, les TPME sont au cœur de l'action du Gouvernement depuis plusieurs décennies. La grande vision de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président de la République Togolaise est déclinée dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025 à travers la réforme 4 qui ambitionne notamment de renforcer les mécanismes d'appui aux petites, très petites et moyennes entreprises. Madame Kayi MIVEDOR-SAMBIANI, a saisi l'occasion pour rendre hommage au Chef de l'état pour son leadership et les profondes réformes mises en œuvre en faveur du secteur privé en général et des TPME en particulier. Notons que la célébration 2024 de la journée internationale des TPME est également marquée par le lancement de la plateforme digitale d'adhésion à la charte des TPME et a servi de cadre d'échanges entre les chefs d'entreprise, les directeurs et les opérateurs économiques sur les mécanismes d'accès au financement et les relations inter-entreprises.

À vendre

A la Caisse

- Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salomoderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier
- Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

- Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une paillote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;

- Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global
- Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

Amélioration du climat des affaires

La charte des TPME désormais en ligne

Dans le cadre de la célébration de la 2ème édition de la journée internationale des TPME, le ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Kayi Mivedor-Sambiani, a procédé le 02 juillet 2024 à Lomé, au lancement de la plateforme digitale de la charte des très petites et moyennes entreprises (TPME).

Kodji Gator JOE

À travers le lancement de cette plateforme, la charte des TPME peut être désormais consulté en ligne.

En effet, le lancement de

cette plateforme digitale vise à permettre aux TPME d'accéder facilement à la charte afin de bénéficier des mécanismes de financement mis en place.

Pour adhérer à cette plateforme, il suffit au bénéficiaire

d'introduire ses données personnelles ainsi que celles de sa structure, de préciser le type d'entreprise, sa localisation et de payer un montant selon la catégorie.

Cette nouvelle charte qui a été approuvée depuis 2021,

mise la compétitivité, classe désormais les entreprises en 4 catégories distinctes, selon des chiffres d'affaires allant

de 5 millions à 1 milliard FCFA. Ainsi, il y a des Nano, des Micro, des Petites et des Moyennes.



Route nationale 21 (carrefour Pya-Sarakawa-Kanté)

Le nouveau poste de péage d'Atétou désormais opérationnel

Au Togo, un tout nouveau poste de péage moderne a été officiellement inauguré à Atétou, sur la route nationale 21 reliant le Carrefour Pya-Sarakawa-Kanté. Cette infrastructure de pointe, fruit des efforts du Ministère des Travaux Publics, entrera en service dès le 6 juillet prochain, selon l'annonce de la Ministre Zouréhatou Kassah-Traoré.

Le nouveau poste de péage d'Atétou, situé sur la RN21 (carrefour Pya-Sarakawa-Kanté), est désormais opérationnel. À partir du samedi 06 juillet 2024, les opérations de perception des droits d'usage de la route, qui s'effectuaient jusqu'à présent sur une plateforme provisoire en conteneurs, seront transférées au nouveau poste de péage. Ce poste de péage marque un tournant majeur dans le développement des infrastructures routières du Togo.

Le poste de péage d'Atétou se distingue par sa technologie moderne et sa conception intelligente. Il est équipé de systèmes de paiement électronique, offrant aux usagers une expérience fluide et rapide lors de leurs transactions. Cette méthode permettra également de réduire les risques de corruption et de fraude associés aux opérations manuelles. Les usagers de la RN21 bénéficieront désormais d'un service amélioré, avec des procédures de perception des droits d'usage plus ra-

pides et mieux organisées. Outre les avantages pour les usagers, ce nouveau poste de péage apportera d'importants bénéfices économiques pour la région et le pays dans son ensemble. Cette nouvelle infrastructure, s'inscrivant dans la lignée des dispositifs similaires déjà opérationnels, permettra à la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) de disposer des moyens financiers requis pour assurer la pérennité et l'amélioration du réseau routier togolais, contribuant ainsi



à accroître la sécurité et l'efficacité des trajets pour tous les usagers.

L'inauguration du nouveau poste de péage moderne à Atétou représente une avancée significative pour le Togo dans le domaine des infrastructures routières. Cette initiative témoigne de la volonté du gouvernement togolais d'améliorer la

qualité de vie de ses citoyens en investissant dans des infrastructures modernes et durables. Ce poste de péage témoigne de la volonté du gouvernement togolais d'améliorer la qualité et la sécurité des routes du pays, tout en générant des revenus nécessaires à leur entretien et à leur expansion future.

Stimuler le développement avec rapidité

Fatou Fall nommée représentante résidente du Groupe de La Banque Mondiale pour Djibouti

Fatou Fall assumera le rôle de Représentante résidente du Groupe de la Banque mondiale pour Djibouti à compter du 1er juillet 2024.

Kéziyah KPATIDE

Ce nouveau poste permettra d'unifier au niveau national le leadership des institutions du Groupe, à savoir la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (IFC), et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), afin de mieux soutenir les priorités des secteurs public et privé à Djibouti.



Il renforcera la capacité de l'institution à relever les défis mondiaux et à stimuler le développement avec rapidité, efficacité et impact.

À Djibouti, le Groupe de la Banque mondiale s'efforce d'éliminer la pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée en renforçant le capital humain, en soutenant la création d'emplois, en fai-

sant progresser l'égalité des genres et en encourageant une croissance verte.

« Je suis ravie de renforcer mes fonctions actuelles de représentante résidente du Groupe de la Banque mondiale pour Djibouti. Travailler main dans la main avec mes collègues au sein du Groupe de la Banque mondiale renforcera l'impact que nous avons auprès de nos partenaires et nos clients, » a déclaré Fatou Fall.

Et d'ajouter « Je suis impatiente de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement et le secteur privé de Djibouti afin de mettre en œuvre les principales priorités du pays, notamment le renforcement de la résilience économique et la création d'opportunités sociales et économiques. »

De nationalité sénégalaise, Fatou Fall est actuellement Représentante résidente de la Banque mondiale à Djibouti. Auparavant, elle a été – le premier officier de liaison de la Banque mondiale pour le Cap-Vert.

Fall a commencé sa carrière à la Banque mondiale en 2006 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA). Au cours de ses dix années de service dans la région, Fall a acquis une solide expérience opérationnelle dans le domaine des politiques de sauvegardes et du développement social.

Outre ses contributions en tant que membre de l'équipe, elle a facilité le dialogue politique et mené plusieurs initiatives analytiques ainsi qu'un projet financé par un fonds fiduciaire au Maroc et à Dji-

bouti.

Elle est titulaire d'une maîtrise en genre et développement de l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex en Angleterre, et d'un diplôme de troisième cycle en développement social de l'Université de la Sorbonne à Paris.

La mise en place d'une représentation commune par pays est une étape importante pour renforcer le Groupe de la Banque mondiale.

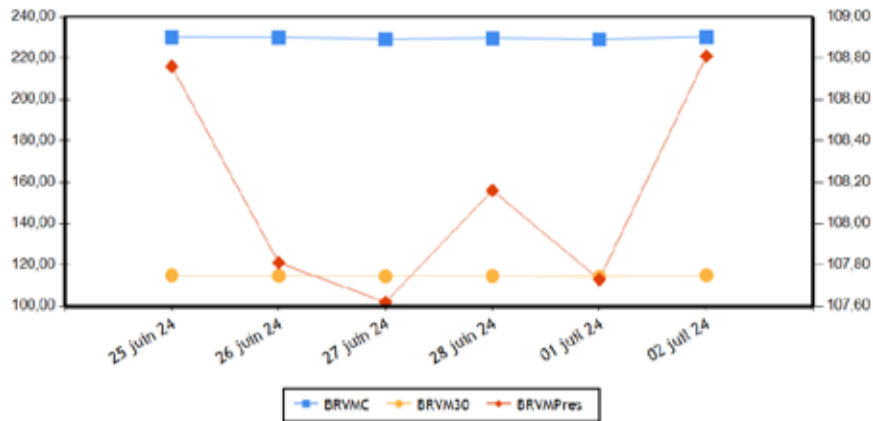
Djibouti est l'un des 21 bureaux du Groupe de la Banque mondiale qui se dote d'un directeur pays ou d'un représentant résident unique pour la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA).

BRVM COMPOSITE	230,33
Variation Jour	0,55 %
Variation annuelle	7,56 %

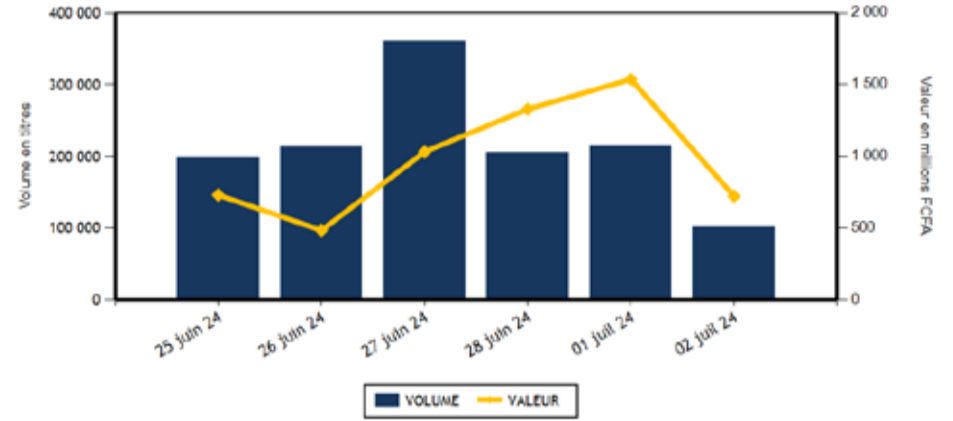
BRVM 30	114,97
Variation Jour	0,58 %
Variation annuelle	6,60 %

BRVM PRESTIGE	108,81
Variation Jour	1,00 %
Variation annuelle	7,23 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 568 960 735 419	0,55 %
Volume échangé (Actions & Droits)	80 519	-7,28 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	523 585 854	57,38 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	20	25,00 %
Nombre de titres en baisse	11	-26,67 %
Nombre de titres inchangés	11	10,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 535 216 020 827	-0,27 %
Volume échangé	20 800	-83,74 %
Valeur transigée (FCFA)	199 082 000	-83,47 %
Nombre de titres transigés	6	-40,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	5	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	450	7,14 %	-15,89 %
BERNABE CI (BNBC)	1 000	5,82 %	0,00 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	500	5,26 %	5,26 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	885	2,91 %	12,03 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLIC)	2 170	2,84 %	20,56 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 570	-1,88 %	6,44 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 700	-1,47 %	-4,01 %
NESTLE CI (NTLC)	7 390	-1,47 %	0,07 %
SICABLE CI (CABC)	1 060	-1,40 %	-4,50 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	6 410	-1,23 %	19,81 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	108,81	1,00 %	7,23 %	30 795	386 204 915	6,66
BRVM-PRINCIPAL	36	111,26	0,20 %	7,02 %	49 724	137 380 939	8,98

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	106,15	-0,21 %	5,07 %	9 872	44 082 865	8,07
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	582,29	0,87 %	9,56 %	26 982	365 135 105	9,05
BRVM - FINANCES	15	92,64	0,17 %	7,20 %	29 208	89 444 894	5,92
BRVM - TRANSPORT	2	309,48	-1,14 %	-6,49 %	6 211	7 911 185	4,00
BRVM - AGRICULTURE	5	169,03	0,87 %	4,62 %	2 225	7 733 145	11,76
BRVM - DISTRIBUTION	7	332,05	1,32 %	1,17 %	5 629	8 999 175	39,86
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	851,38	-0,72 %	-23,33 %	392	279 485	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,97
Taux de rendement moyen du marché	8,66
Taux de rentabilité moyen du marché	10,42
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	149
Volume moyen annuel par séance	373 754,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 130 914 648,77

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	2,79
Ratio moyen de satisfaction	12,79
Ratio moyen de tendance	459,36
Ratio moyen de couverture	21,77
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	6,80
Nombre de SGI participantes	32

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Financement

L'AFD revendique un portefeuille de projets de 721,55 milliards de FCFA au Cameroun

L'Agence française de développement (AFD), institution financière publique qui met en œuvre la politique de développement de la France, revendique un portefeuille de 1,1 milliard d'euros (soit 721,55 milliards de FCFA) au Cameroun à travers 60 projets en cours dans le pays. Ce montant représente une part prépondérante des financements de l'AFD en Afrique centrale. Dans son bilan d'activités en Afrique centrale en 2023, l'institution indique avoir injecté un total de 2,7 milliards d'euros (environ 1 770,5 milliards de FCFA) dans la région au cours des sept dernières années (2017-2023).

Investir au Cameroun - Le Cameroun a capté 43% de ces financements, devant le Congo (23%), la République démocratique du Congo (16%), le Gabon (13%), la République centrafricaine (4%) et la Guinée équatoriale (0%). Ce soutien financier a permis la mise en œuvre de projets diversifiés touchant des secteurs tels que l'infrastructure, le développement urbain, l'alimentation en eau potable,



la sécurité alimentaire et le renforcement des politiques publiques.

Parmi les projets financés par l'AFD au Cameroun,

on compte notamment la construction du barrage de Nachtigal qui doit, à terme, augmenter de 30% les capacités de production de l'électricité au Cameroun, ainsi que des initiatives d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable à Yaoundé et Douala, les deux grandes métropoles du pays. En outre, des projets d'infrastructure comme l'aménagement de la pénétrante Est de Douala et de l'axe Batchenga-Ntui ont

également été soutenus par l'AFD.

Récemment, l'AFD a accompagné le pays à travers des projets d'infrastructures d'envergure comme le programme «Capitales Régionales» qui vise à moderniser cinq villes secondaires permettant notamment la construction et la réhabilitation de 57 km de voirie. L'institution française a également accompagné des projets de sécurité alimentaire et

de soutien aux entrepreneurs ruraux, alignés avec les priorités de développement durable du Cameroun.

Le Contrat de désendettement et de développement (C2D) a joué un rôle en convertissant une partie de la dette du Cameroun envers la France en financements pour des projets vitaux dans des secteurs comme la santé, l'éducation, l'agriculture et la justice. À ce jour, trois C2D ont été signés, d'un montant global de 967 milliards de FCFA, selon l'AFD. Le dernier C2D, conclu en 2016 avec une enveloppe de 400 milliards de FCFA, est prévu pour se terminer en 2026.

Côte d'Ivoire

Le CEPICI promeut les opportunités d'investissement au Maroc

Le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) a pris part, le jeudi 27 juin 2024, à la 7ème édition du Forum international Afrique Développement (FIAD) organisé par le groupe Attijariwafa Bank.

Cet événement, qui est le plus grand forum de promotion des investissements et du commerce des pays du Maghreb, a été une occasion pour le CEPICI de présenter les opportunités d'investissement en Côte d'Ivoire et de capter des intentions d'investissements. L'édition 2024, portant sur le thème « Ici, on investit », a rassemblé plus de 2 000 chefs d'entreprises et décideurs politiques de 30 pays du continent et de pays partenaires.

Lors de sa présentation sur le

thème «Côte d'Ivoire, terre d'opportunités», Madame Amichia, Directrice Générale du CEPICI a déclaré que la Côte d'Ivoire est une économie libérale qui a fait du secteur privé le moteur de croissance de son économie, comme en témoigne le PND 2021-2025, dont 74 % des investissements sont réservés au secteur privé.

Évoquant les raisons de choisir la Côte d'Ivoire comme destination d'investissements, Madame Amichia a souligné que le pays dispose d'une économie



dynamique avec une croissance soutenue aux alentours de 7 à 8 % entre 2012 et 2019. Aussi, le pays dispose de ressources naturelles diversifiées. L'environnement des affaires est en constante amélioration et permet de sécuriser les investissements.

Outre la présentation des opportunités d'investissement, la par-

ticipation du CEPICI au FIAD 2024 a également été marquée par l'animation du stand-pays. Ce forum fût une plateforme d'échanges et d'informations pour les participants mais également des rencontres BtoB et BtoG au cours desquelles le Centre a pu capter des intentions d'investissement dans le secteur de l'hôtellerie. Des

missions de prospections en Côte d'Ivoire sont envisagées pour mieux s'imprégner de l'écosystème des affaires et des opportunités d'investissements. Les discussions se poursuivront avec le CEPICI pour l'accompagnement jusqu'à la réalisation effective des différents projets. En prélude au forum, le CEPICI a rencontré, au cours de la journée du 26 juin 2024, plusieurs groupes dans le cadre de la réalisation de projets et de l'organisation d'un forum économique, avec pour objectif de tisser des partenariats gagnant-gagnant entre les entreprises ivoiriennes et marocaines.

News.abidjan.net

Secteur en expansion

La banane, ce diamant vert pour diversifier l'économie de l'Angola

Après quatre jours de festivités, la foire de la banane s'achève en Angola. Agriculteurs locaux, associations et coopératives des plusieurs municipalités se sont jointes aux représentants du secteur d'autres régions du pays pour échanger sur l'expansion du marché et leur force de production.

Maria Antónia Nelumba, gouverneur de la province de Bengo s'est exprimé sur ce secteur en expansion : «Nous allons continuer à produire et à investir dans la transformation de la banane, afin de profiter de toute la chaîne de production», a-t-elle déclaré.

Cette dixième édition a dépassé les attentes des organisateurs en termes d'affluence et de gains. Selon leurs chiffres, les 368 exposants présents, dont 324 locaux de Ben-

go, ont réalisé un chiffre d'affaires de 129 millions 515 mille kwanzas, supérieur aux 100 millions prévus par l'organisation.

«Nous allons continuer à produire et à conquérir des marchés. Notre philosophie de fonctionnement prévoit une production à 70 % pour le marché intérieur et à 30 % pour l'exportation. [...]Nous exportons dans divers pays; en Europe, Afrique du Sud, Namibie, RD Congo aussi en Russie et nous allons continuer à produire et à

conquérir des marchés.», a indiqué Hélder Cardete, représentant de Novagrolider.

Depuis que le président angolais João Lourenço a lancé le défi de la diversification de l'économie angolaise par l'agriculture pour ne pas compter uniquement sur le pétrole et investir dans ce secteur impérissable, la banane est devenue le diamant vert d'Angola pour diversifier l'économie.

Les visiteurs de la foire ont pu faire leur marché et profiter de prix

avantageux : " Eh ben, les prix sont abordables, un régime des bananes coûte 2.000,00 kwanzas, 3.000,00 kwanzas, vraiment je suis satisfaite " s'est réjouie Ester Jamba, visiteuse à la foire.

La concurrence dans le secteur de la production de banane est très forte sur le continent. Certaines entreprises investissent alors dans de hautes technologies pour augmenter leur production. Toutefois cela implique de faire appel à une main d'œuvre spécialisée et technique pour former les effectifs sur le continent. Un investissement coûteux à court terme pour qu'à long terme, cette importation de service soit remplacée par une main

d'œuvre locale formée. "

«En vérité (réalité) nous avons apporté une forte quantité des bananes provenant de la municipalité de Nambuanguongo des bonnes bananes de très bonne qualité et la foire se passe très très bien et il y a une très forte concurrence. « a expliqué Celma, exposante pour la première fois.

L'Angola est le plus grand producteur de bananes d'Afrique et le septième au monde, avec une offre de plus de quatre millions de tonnes par an selon les données de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Fr.africanews.com

Protection sociale en milieu scolaire

Les réalisations du programme School Assur

Selon le cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) réalisé en 2023, la région de la Kara compte 985 512 habitants avec ses 7 préfectures.

Grâce aux efforts du gouvernement, la population jeune est davantage scolarisée ces dernières années. School Assur y a beaucoup contribué.

Le programme de protection sociale en milieu scolaire est lancé depuis 2017 sur initiative du président Faure Gnassingbé. School Assur ambitionne de couvrir d'ici les années suivantes pas moins de 300 000 élèves dans toutes les

régions du pays.

Les bienfaits de School Assur dans la région de la Kara sont immenses, notamment le renforcement de la scolarisation des filles.

Dans de nombreuses communautés, les filles sont plus susceptibles d'être retirées de l'école en raison de problèmes de santé non résolus ou du fardeau financier associé aux soins médicaux. Les préjugés existants n'arrangent rien non

plus.

Mais avec School Assur qui fournit un accès facile aux soins de santé, les obstacles liés à la scolarisation des filles sont sautés, ce qui encourage leur participation continue à l'éducation.

Il y a par ailleurs une nette amélioration de l'hygiène et de la santé publique dans la région. School Assur inclut la sensibilisation à l'hygiène et à la santé publique dans ses actions.

En sensibilisant les élèves et leurs familles à ces questions fondamentales, le programme

contribue à améliorer les normes d'hygiène et de santé dans la région de la Kara, ce qui profite à l'ensemble de la communauté.

Depuis 2017 jusqu'au 5 mai dernier, on estime le cumul de prises en charge du programme à 4 553 624 dans toutes les régions, y compris le Grand Lomé.

Seulement dans la région de la Kara, les prises en charge effectuées sont au nombre de 836 607 pour être exact. C'est le troisième plus grand nombre après celui de la région des Plateaux qui trône

en tête avec 1 444 372 prises en charge, suivi de celui de la région maritime qui comptabilise 1 179 392 prises en charge au total sur la période susmentionnée.

En termes de prestation, les plus de 4,5 millions de prises en charge sont réparties comme suit : 1 713 102 consultations, 501 262 analyses, 2 239 765 sollicitations de pharmacie, 24 758 hospitalisations et 74 737 chirurgies.

<https://togodailynews.tg>

Hadj 2024

267 pèlerins togolais regagnent Lomé

Les fidèles musulmans togolais ayant pris part au dernier pèlerinage à La Mecque ont commencé par revenir au pays. Lundi, une première vague de 267 pèlerins a atterri à l'aéroport international Gnassingbé Eyadema de Lomé. Facebook X LinkedIn Tumblr Pinterest Reddit

Ils ont été accueillis par une délégation officielle conduite par le ministre de l'administration territo-

riale, Hodabalo Awate et aussitôt pris en charge.

« Nous sommes très heureux d'accueillir la première

vague des pèlerins togolais qui reviennent du Hadj 2024. Nous voudrions saisir donc cette occasion, d'abord pour

féliciter tous les pèlerins pour leur bon comportement et la discipline qui a régné là-bas, ensuite pour leurs prières et invocations adressées à Allah au profit de notre pays le Togo », a indiqué le ministre. Le gouvernement avait pris une série de dispositions sanitaires destinées à leur garantir un retour sécurisé au

pays, après que plusieurs centaines de décès de pèlerins ont été enregistrés en Arabie Saoudite du fait de plusieurs facteurs.

D'autres vagues de pèlerins sont attendues dans les prochains jours, avec l'arrivée programmée de 7 vols charters.

[Togoenlive.tg](https://togoenlive.tg)

Environnement

Le Togo veut améliorer la gestion de ses produits chimiques

Au Togo, la gestion des produits chimiques devrait connaître une amélioration. Le ministère de l'environnement a en effet lancé jeudi 27 juin, le projet de mise en place d'un mécanisme de recouvrement des coûts pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie.

Financé par le Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE), le projet sera exécuté sur une période de trois ans et permettra au Togo

de disposer de ressources nécessaires pour la réalisation des actions importantes en faveur de la préservation de l'environnement. Concrètement, il s'agira de faire à

travers ce programme, une analyse de la situation et créer une base de données des acteurs du secteur privé impliqués dans l'import-export des produits chimiques pour

une gestion plus rationnelle.

« Les produits chimiques, lorsqu'ils sont mal gérés, peuvent entraîner d'énormes risques tels que les incendies et les explosions. Et donc pour éviter ces catastrophes, l'État a besoin de mener des actions de contrôle », a expliqué Essolakina Bafei, chef section chimiques et matières radioac-

tives.

Pour rappel, depuis la double explosion qui a ravagé le port de Beyrouth et une partie de la capitale libanaise en 2020, le Togo a pris de nouvelles dispositions pour encadrer surtout la gestion des produits chimiques dangereux.

[Vert-togo.tg](https://vert-togo.tg)

Karaté

Les arbitres et les coaches revisitent les règles de compétition

Organisé par la FTK, ce double stage a permis aux différents acteurs de revisiter les règles de compétition de la Fédération Mondiale de Karaté (FMK) et ses modifications en vigueur depuis le 1er janvier 2024.

La Commission Nationale d'Arbitrage (CNA) et la Commission Technique Nationale (CTN) ont animé respectivement du 22 au 23 juin et du 29 au 30 juin deux stages ; l'un d'arbitrage et l'autre de coaching, au siège de la Fédération Togolaise de Karaté

(FTK) sis au Stade Omnisports de Lomé.

Il s'est agi également d'harmoniser les points de vue par rapport aux nouvelles modifications en vue de mieux préparer le prochain championnat national à la fin du mois de juillet.

Ces stages viennent en prélude

aux grands stages d'arbitrage et de coaching suivis d'examen.

Ces séances de recyclage théorique et pratique en arbitrage ont été animé par le président de la CNA, Shihan d'ALMEIDA Anoumou, ceinture noire 6e Dan, assisté par le rapporteur de ladite commission, Renshi AMOUZOU Komi Boris, ceinture noire 5e Dan.

Vue d'ensemble des participants au stage de coaching avec les encadreurs.

Les stagiaires se sont familiarisés aux nouvelles modifications apportées aux règles de l'arbitrage et s'assurer d'une interprétation uniforme de ces règles pour garantir l'équité et la cohérence lors des compétitions.

Un détour a été fait sur les gestuelles, les fautes, les pénalités et les disqualifications.

En outre, un accent a été mis sur les zones d'attaque et les critères d'attribution des points.

En ce qui concerne le volet coaching, le directeur technique national, Kyoshi Sossah Sémého, ceinture noire 7e dan a assuré la coordination et aidé dans ses tâches par l'entraîneur national Kata, shihan Lawson Body Dovi, ceinture noire 6e dan ; de l'entraîneur national adjoint Kata, Renshi Kowou Roger

ceinture noire 5e dan et de l'entraîneur national adjoint de Kumié, Renshi Akouété-Akoué Kpakpo, ceinture noire 5e dan.

Vue des arbitres qui ont participé au stage

Au cours de la formation, l'accent a été mis sur les différentes tenues des coaches lors de la phase éliminatoire, de la finale ou rencontre de médailles, la notion sur la constitution des groupes et son évolution, le comportement dans la box (compartiment du coach), le rapport entre le coach et son athlète, les réclamations et ses contours, la notation des points, bref les droits et devoirs d'un coach lors d'une compétition de Karaté.

[Ahouevinfo.tg](https://ahouevinfo.tg)



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
 ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
 BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



**TRANSFORMING
 ECOWAS
 COMMUNITIES**

**TRANSFORMER
 LES COMMUNAUTES
 DE LA CEDEAO**

**TRANSFORMANDO
 AS COMUNIDADES
 DA CEDEAO**

